



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 16/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BIG BENNES (ex E3D)

Mont Saint Sébastien
77111 Soignolles-En-Brie

Références : E/25- 1736
Code AIOT : 0006516211

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11 juin 2025 dans l'établissement BIG BENNES (ex E3D) implanté ZA du Mont Saint Sébastien 77111 Soignolles-en-Brie. L'inspection a été annoncée le 22 mai 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BIG BENNES (ex E3D)
- ZA du Mont Saint Sébastien 77111 Soignolles-en-Brie
- Code AIOT : 0006516211
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société E3D est autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2015/DRIEE/UT77/086 du 22 juin 2015 à exploiter un centre de tri, transit, regroupement et démantèlement de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) situé Z.A. de Mont Saint-Sébastien à Soignolles-en-Brie (77111).

L'arrêté préfectoral n° 2021/DRIEE/UD77/022 du 10 février 2021 a porté autorisation de changement d'exploitant de l'installation au bénéfice de la société BIG BENNES.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	plan défense incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Sans objet
3	Surveillance et détection	Arrêté Préfectoral du 23/06/2015, article 8.12	Sans objet
4	Traitement des effluents	Arrêté Préfectoral du 23/06/2015, article 5.6.2.1	Sans objet
5	Moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 23/06/2015, article 8.13	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection du 11 juin 2025, l'inspection des installations classées a constaté le respect de des prescriptions contrôlées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : plan de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, plan de défense contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.</p> <p>Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p>Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ; - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ; - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;

- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- « - les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des îlots et petits îlots, des zones de réception de déchets, des zones de stockage temporaire, des zones d'entreposage tampon, des zones d'immersion, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes. »

Constats :

L'exploitant a informé l'inspection des installations classées que le plan de défense contre l'incendie était en cours de finalisation.

A la suite de l'inspection, l'exploitant a transmis le 20 juin 2025, le document finalisé qui est commun aux sites BIG BENNES et E3D.

Le document a été transmis au SDIS 77 et à la caserne de Guignes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Maîtrise des sinistres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des sinistres

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.

Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.

Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du

travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.

Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.

Constats :

Un exercice de défense contre l'incendie en situation réelle a été organisé avec le SDIS le 8 février 2025.

L'exercice a fait l'objet d'un compte-rendu qui a été transmis à l'inspection des installations classées.

Le rapport conclut à 4 actions à envisager pour améliorer l'intervention des services de secours en cas d'incendie.

L'exploitant précise à l'inspection que les équipes du SDIS viennent s'entraîner tous les deux mois sur le site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Surveillance et détection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2015, article 8.12

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques

Prescription contrôlée :

Les zones de dangers sont équipées de systèmes de détection automatique d'un incendie dont les niveaux de sensibilité dépendent de la nature de la prévention des risques à assurer. L'exploitant détermine les fonctionnalités de ces systèmes en référence à un plan de détection et d'information immédiate du personnel de l'établissement sur la nature et l'extension des dangers encourus.

La surveillance d'une zone de dangers ne repose pas sur un seul point de détection.

En dehors des heures d'ouverture de l'établissement, les alarmes délivrées par les systèmes de détection sont immédiatement reportées vers le personnel de gardiennage et/ou dans les locaux de la Société de télésurveillance.

L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité. L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'exécution de ces opérations.

Toute défaillance des détecteurs et de leurs systèmes de transmission et de traitement de l'information est automatiquement détectée. Alimentation et traitement du signal sont à sécurité

positive.
Constats : La dernière vérification de la centrale incendie et des caméras thermiques et infrarouges a été réalisée le 19 juin 2024. Le rapport a été transmis à l'inspection des installations classées le 25 septembre 2024. La prochaine vérification était prévue à la fin du mois de juin. A la suite de la visite du 11 juin 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le positionnement et les différentes fonctions du dispositif des caméras présentes sur l'ensemble du site dans le document de plan de défense contre l'incendie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Traitement des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2015, article 5.6.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
Prescription contrôlée : Ces eaux sont collectées et dirigées par le réseau d'eaux pluviales du site vers un bassin étanche et enterré de 220 m ³ et d'un décanteur-déshuileur avant rejet dans le réseau d'eaux pluviales communal dont l'exutoire final est l'Yerres. [...] Le décanteur-déshuileur est conçu, dimensionné, entretenu, exploité et surveillé de manière à respecter les seuils fixés à l'article 5.6.2.3 du présent arrêté et à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition). [...] Les déchets qui sont collectés dans le décanteur-déshuileur doivent être éliminés dans une installation autorisée à cet effet, conformément aux dispositions de l'article 9 du présent arrêté.
Constats : La vidange et le nettoyage du décanteur-déshuileur du site E3D, ainsi que ceux des autres débourbeurs-déshuileurs du site de BIG BENNES sont réalisés deux fois par an. L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les BSDD des derniers entretiens des équipements datés du 27/05/25, du 03/06/25 et du 04/06/25.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2015, article 8.13
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques

Prescription contrôlée :

[...]

La défense intérieure contre l'incendie sera assurée au moyen :

- d'extincteurs de 6 kg et de 9 kg à eau, à poudre de type A, B, C,
- d'extincteurs spécifiques pour feux électriques,
- d'extincteurs sur roues à poudre polyvalente de 50 kg positionnés à proximité des bennes,
- de réserves de sable maintenu meuble et sec,
- des produits absorbants ou neutralisants appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ou véhiculés,
- un robinet incendie armé (RIA) situé au niveau du bâtiment « Atelier ». Ce RIA est de type DN 60 mm sur tambour à alimentation axiale conforme aux normes NF S61.201 et NF S62.201 placé près d'un accès.

La défense extérieure contre l'incendie est assuré par :

- une réserve d'eau d'une capacité de 720 m³ dont l'implantation a reçu l'accord du service départemental d'incendie et de secours de Seine-et-Marne. L'exploitant met en place au niveau de cette réserve une plaque signalétique pour prises et points d'eau conforme à la norme NFS 61-221. Cette réserve d'eau est équipée de deux raccords pompiers et d'un dispositif antigel,
- un poteau incendie (implanté à 100 mètres au plus du risque) relié par une canalisation à la réserve incendie de 720 m³. Cet hydrant est conforme aux normes en vigueur. Une station de pompage permet de délivrer sur l'ensemble des hydrants de la zone un débit unitaire de 60 m³/h sous 1 bar de pression. L'alimentation électrique de la station de pompage est secourue,
- un poteau incendie (implanté à 100 mètres au plus du risque) alimenté par le réseau communal. Cet hydrant est conforme aux normes en vigueur et doit délivrer un débit unitaire de 60 m³/h sous 1 bar de pression.

L'exploitant s'assure de la disponibilité opérationnelle permanente de l'alimentation en eau par le poteau incendie. En cas d'indisponibilité partielle ou totale de cet équipement, l'exploitant met en œuvre tous les moyens compensatoires nécessaires et en informe l'inspection des installations classées.

L'exploitant transmet au service d'incendie et de secours et à l'inspection des installations classées une attestation faisant apparaître pour les hydrants :

- la conformité aux normes NFS 62-200, 61-211 et 61-213,
- le débit et la pression mesurés.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état et font l'objet de contrôles périodiques par des organismes agréés, en application de la réglementation en vigueur.

[...]

Constats :

La dernière vérification des extincteurs a été réalisée le 14 novembre 2024.

Le contrôle et l'entretien des pompes de la station de pompage pour l'alimentation des poteaux incendie privés du site ont été réalisés le 03 avril 2025.

La vérification générale périodique du groupe électrogène de secours de la station de pompage a été réalisée le 27 mars 2025.

La procédure d'actionnement de la station de pompage et du groupe électrogène de secours est affichée sur l'armoire d'alimentation des pompes.

Le contrôle du débit et de la pression individuels du poteau incendie privé disponible à proximité du bâtiment E3D a été réalisé le 18 octobre 2024.

Le contrôle du poteau incendie communal a été réalisé le 05 juin 2024.

Les attestations ont été transmises à l'inspection des installations classées et sont incluses dans le plan de défense contre l'incendie.

Type de suites proposées : Sans suite